

Bulletin d'Information du American Center - Ambassade des États-Unis au Sénégal

18 , avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45
<http://usembassy.state.gov/dakar> • Numéro 49 • Octobre 2004

Les titres

Conditions légales requises pour le visa non-immigrant

Des frontières sûres, des portes ouvertes

Téléconférence sur le terrorisme

« Comprendre les réseaux terroristes ».

Remise d'un important lot d'ouvrages aux populations de Yoff

Bibliothèque Communautaire Ousmane Sembène de Yoff.

M. Bush énonce un programme ambitieux de politique intérieure

Lancement de la campagne du président Bush pour l'élection présidentielle de novembre.

L'étonnant foisonnement des postes électifs aux Etats-Unis

C'est un des points forts de la démocratie américaine.

L'Amérique et le monde se souviennent du 11 septembre 2001

Par S.E.Richard Roth Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal.

Soudan : les Etats-Unis soumettent un nouveau projet de résolution à l'ONU

Propos de M. Danforth à l'issue de la séance à huis clos du Conseil de sécurité.

Célébration du mois de l'héritage hispanique

Conditions légales requises pour le visa non-immigrant

Des milliers de Sénégalais se rendent chaque année aux Etats-Unis d'Amérique. Ces visiteurs contribuent beaucoup à notre culture, notre éducation et à notre vie économique. Les Etats-Unis sont une société ouverte. Contrairement à de nombreux pays, les Etats-Unis n'imposent pas de contrôle sur tous les visiteurs lorsque ces derniers sont dans le pays, tel par exemple le fait de se faire enregistrer auprès des autorités locales. Par conséquent, pour jouir des privilèges relatifs à un voyage sans difficulté aux Etats-Unis, un (e) sénégalais (e) doit prouver qu'il ou qu'elle va revenir au Sénégal avant qu'un visa ne lui soit délivré.

La législation américaine exige que les fonctionnaires consulaires considèrent tout demandeur de visa non-immigrant comme un potentiel immigrant jusqu'à ce qu'il prouve, au moment de la demande de visa et pendant l'interview, qu'il a droit au statut de non-immigrant. Les demandeurs de visa doivent prouver qu'ils ont des liens sociaux, économiques, professionnels et familiaux solides qui les obligent à quitter les Etats-Unis au terme de leur séjour temporaire. Par « liens » on entend les aspects variés de la vie qui lient une personne à son pays de résidence : biens, emploi, relations sociales et familiales. Dans le cas des jeunes demandeurs qui n'ont pas encore eu la possibilité de créer de



Le consul américain au Sénégal, Madame Beth Payne, s'adressant aux journalistes.

.../...



Conditions légales requisies pour le visa non-immigrant (suite)

nombreux liens, les fonctionnaires consulaires pourraient considérer leurs intentions spécifiques, leurs situations familiales et leurs plans à long terme et leurs perspectives dans leurs pays de résidence.

Les fonctionnaires consulaires se trouvant au Sénégal ont la tâche ardue. Chaque demandeur de visa est un cas différent et les fonctionnaires consulaires en sont conscients. A chaque interview, ils examinent chaque cas séparément et doivent décider, à l'issue d'une brève interview, si le demandeur de visa est qualifié pour obtenir un visa temporaire. Le demandeur de visa doit être qualifié pour le visa selon les mérites de son cas, tels qu'ils sont décrits durant l'interview, et non sur la base des assurances avancées par une autre personne.

Les Sénégalais qui se sont vus refuser un visa peuvent refaire une autre démarche de visa. Dans ce cas, ils doivent apporter une preuve supplémentaire de leurs liens ou d'un changement survenu depuis la première demande de visa. Avant de faire une autre demande de visa, il leur sera utile de répondre aux questions suivantes : (1) Ai-je expliqué ma situation de manière précise ? (2) Un élément de mon dossier a-t-il échappé à l'attention du fonctionnaire consulaire ? (3) Y a-t-il une information supplémentaire que je peux présenter pour prouver que ma résidence se trouve au Sénégal ou que j'ai des liens solides dans ce pays ? Les demandeurs de visa devront garder présent à l'esprit qu'ils auront à payer des frais de visa non remboursables pour chaque nouvelle demande, que le visa soit octroyé ou non. Malheureusement, certains demandeurs de visa ne seront pas éligibles pour un visa non-immigrant quel que soit le nombre de fois où ils soumettront une demande de visa, tant que leur situation économique, professionnelle, sociale ou familiale n'aura pas changé.

La législation sur l'immigration délègue aux fonctionnaires consulaires en poste dans des ambassades et consulats américains la responsabilité de délivrer ou de refuser un visa d'entrée aux Etats-Unis. Ces fonctionnaires ont le dernier mot sur tous les cas de visas. Ce n'est qu'en présentant une nouvelle preuve convaincante de liens solides qu'un demandeur de visa peut amener un fonctionnaire consulaire à réexaminer une demande de visa qu'il a rejetée.

Des frontières sûres... des portes ouvertes

Des milliers de Sénégalais se rendent chaque année aux Etats-Unis d'Amérique. Ces visiteurs contribuent beaucoup à notre culture, notre éducation et à notre vie économique. En conséquence, l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar s'engage à réaliser ce que le Secrétaire d'Etat, Collin Powell, appelle la politique « des frontières sûres et des portes ouvertes » en continuant à permettre aux voyageurs légitimes de se rendre aux Etats-Unis tout en assurant l'intégrité et la sécurité de nos frontières et de notre nation.

Conformément à la loi sur la réforme du visa d'entrée et le renforcement de la sécurité de nos frontières votée en 2002, le Congrès américain demande l'utilisation de la biométrie dans le cadre de la délivrance des visas pour les Etats-Unis au plus tard le 24 octobre 2004.

Un identificateur de biométrie permet de mesurer avec objectivité une caractéristique physique d'un individu qui, une fois qu'elle est enregistrée dans une base de données, peut être utilisée pour vérifier l'identité ou être comparée à d'autres éléments de la base des données. La biométrie la plus connue est celle des empreintes digitales mais il en existe d'autres tels que : l'identification d'un visage et la scanographie de l'iris.

Concernant les visas américains, l'identificateur de biométrie choisi est la photo numérique et les empreintes digitales réalisées électroniquement. Ainsi, tous les demandeurs de visas d'immigrants ou de non-immigrants doivent maintenant fournir des photographies de 50 mm sur 50 mm sur fond blanc. A compter du 20 septembre 2004, tous les demandeurs de visas doivent accepter que les empreintes de leurs index soient relevées électroniquement par le biais d'un processus rapide sans utilisation d'encre. Généralement, cela se fera pendant l'interview de demande de visa.

Pour plus d'informations relatives à une demande de visa d'entrée aux Etats-Unis, prière de visiter le site web de l'Ambassade à : <http://usembassy.state.gov/dakar>.

Pour plus d'informations sur les lois et règlements relatifs aux visas, veuillez visiter le site web du Bureau des Affaires consulaires du Département d'Etat à : <http://travel.state.gov/visa>.

Remise d'un important lot d'ouvrages aux populations de Yoff

Bibliothèque Communautaire Ousmane Sembène de Yoff

Son Excellence Richard Roth, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, a procédé, le mardi 24 août 2004 à 16 heures, à la remise d'un important lot d'ouvrages au profit de la bibliothèque communautaire Ousmane Sembène de Yoff.

La cérémonie a été rehaussée par la présence des autorités coutumières, religieuses et municipales de Yoff dont notamment le maire Mamadou Diop, le Diaraf du village, le président de l'Association pour la Promotion Culturelle et Sociale de Yoff (APECSY).

Les ouvrages, traduits en français, traitent de sujets variés tels que l'économie, le business, le SIDA, les Etudes américaines et bien d'autres domaines des sciences sociales.



L'Ambassadeur Roth s'adressant aux populations de Yoff.

Téléconférence sur le terrorisme

« Comprendre les réseaux terroristes »



Les panélistes Mazzitelli (Nations-Unies), Gologo (Nouvel Horizon), Sow (Gendarmerie Nationale) au cours de la téléconférence. En arrière plan, les invités.

Une Téléconférence sur le terrorisme animée par le Docteur Marc Sageman avec comme thème « Comprendre les Réseaux Terroristes » a été organisée le mercredi 08 septembre 2004 à l'auditorium du Centre Américain.

Le Docteur Marc Sageman, spécialiste des questions relatives au terrorisme, est un psychiatre américain d'origine française. Il enseigne aujourd'hui à l'Université de Pennsylvanie et vient de publier un livre intitulé « understanding Terror Networks » (Comprendre les réseaux terroristes).

M. Bush énonce un programme ambitieux de politique intérieure

Lancement de la campagne du président Bush pour l'élection présidentielle de novembre

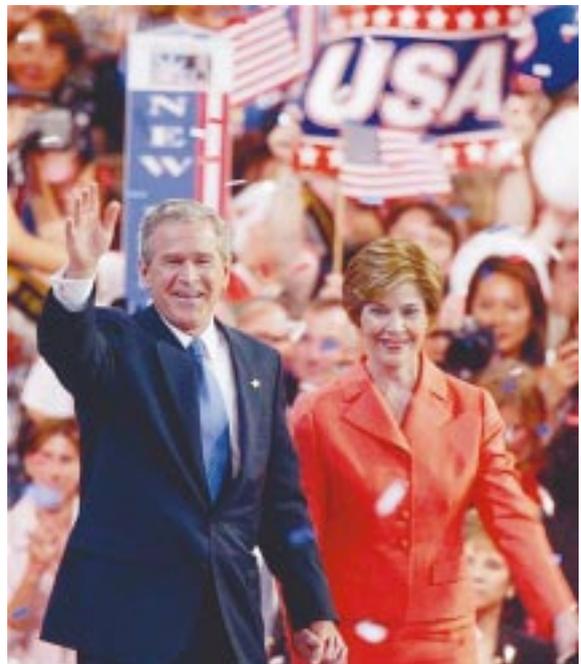
Lors de la clôture de la Convention nationale du parti républicain le 2 septembre, le président Bush a déclaré accepter l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle qui aura lieu en novembre prochain et a lancé sa campagne électorale à cet effet.

Le président a dit aux nombreux délégués du parti républicain venus à New York : "Je me présente de nouveau à la présidence armé d'un programme clair et positif pour rendre le monde plus sûr et pour donner aux Etats-Unis un avenir plus prometteur. Je me présente avec une philosophie conservatrice empreinte de compassion : l'Etat doit aider les citoyens à avoir une vie meilleure, mais il ne doit pas tenter de diriger leur vie. Je suis convaincu que notre pays veut une direction ferme, constante, guidée par des principes.

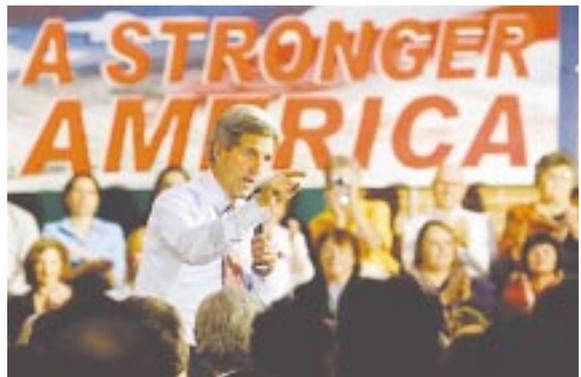
"Maintenant, parce que nous avons relevé des défis avec détermination, nous avons des objectifs d'importance historique à notre portée ainsi qu'un avenir empreint de grandeur. Nous allons rendre le monde plus sûr et donner aux Etats-Unis un avenir plus prometteur, et rien ne nous retiendra."

Le dernier soir de la Convention nationale du parti républicain qui s'est tenue pendant quatre jours à Manhattan, à quelque 6 kilomètres du lieu de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001, le gouverneur de l'Etat de New York, M. George Pataki, et le général Tommy Franks, qui était à la tête des forces américaines lors de l'intervention en Irak, ont pris la parole devant les délégués, qui ont également pu voir un film sur la présidence de M. Bush.

Dans son discours, M. Bush a défendu son bilan des trois années et demie passées et exposé son programme pour son prochain mandat s'il est réélu. Il a donné des détails sur son programme de politique intérieure et sur ses plans en ce qui concerne la défense des Etats-Unis contre le terrorisme,



Le couple Bush à la Convention des Républicains.



« Une Amérique plus forte » selon le Candidat Kerry.

sujet qui a reçu une grande attention au cours des trois journées précédentes.

"Mon plan commence par l'apport de la sécurité et des possibilités d'une économie en expansion. Nous sommes

maintenant en concurrence sur un marché mondial qui offre de nouveaux acheteurs pour nos produits, mais aussi de nouveaux concurrents pour nos travailleurs. Pour pouvoir créer plus d'emplois sur notre sol, les Etats-Unis doivent être le meilleur pays du monde pour les entreprises. A cet effet, mon plan encouragera les investissements et l'expansion en limitant les dépenses fédérales, en allégeant la réglementation et en rendant permanents les allègements fiscaux."

M. Bush a promis à ses concitoyens un meilleur accès aux soins médicaux, en particulier pour les personnes âgées, la création de centres médicaux dans les zones rurales, des logements d'un prix plus abordable, des réformes dans le secteur de l'enseignement, une formation professionnelle et un code fiscal moins complexe.

Il a déclaré que, s'il était réélu, il rendrait les Etats-Unis moins tributaires des sources étrangères d'énergie, qu'il accroîtrait les échanges commerciaux et qu'il ferait en sorte que les Etats-Unis soient sur un pied d'égalité pour vendre leurs biens et services dans le monde entier.

Affirmant qu'il ne baisserait jamais la garde lorsqu'il s'agit de défendre l'Amérique, M. Bush a expliqué : "Nous nous sommes battus contre les terroristes aux quatre coins de la planète non pas par orgueil ou pour montrer notre puissance, mais parce que la vie de nos concitoyens était en jeu."

Les Etats-Unis, a-t-il dit, resteront sur l'offensive et "frapperont les terroristes à l'étranger pour ne pas avoir à les affronter sur notre territoire".

Il a précisé que les Etats-Unis aideraient les nouveaux dirigeants, en Irak et en Afghanistan, à former leurs armées, à préparer des élections, et à s'acheminer aussi rapidement que possible sur la voie de la stabilité et de la démocratie.

De son côté, le candidat démocrate à l'élection présidentielle, le sénateur John Kerry, a déclaré "le moment tant attendu est là. Les conventions sont terminées. Nous sommes en septembre et la campagne peut vraiment commencer." C'était à l'occasion d'un rassemblement politique auquel participait également son colistier, le sénateur John Edwards, organisé tard dans la soirée dans l'Ohio, l'un des Etats où la course à la Maison-Blanche reste très serrée.

M. Kerry a expliqué que M. Edwards et lui allaient sillonner les Etats du centre des Etats-Unis. Son discours, a-t-il indiqué, ne ressemblerait en rien à celui de son adversaire. Il se prépare à contester les résultats positifs dont M. Bush se targue, et M. Edwards et lui vont présenter leur propre plan en vue de créer des emplois, de réduire les impôts pour la classe moyenne, de diminuer les coûts liés à la santé, et de renforcer la sécurité des Etats-Unis.

La date de l'élection se rapprochant et les sondages n'indiquant pour le moment aucun net avantage pour l'un ou l'autre des candidats, on peut s'attendre à une recrudescence d'intensité dans la campagne et on estime à 100 millions de dollars les fonds qui seront consacrés à la publicité. Trois débats sont prévus entre les candidats à la présidence et un autre entre les candidats à la vice-présidence. Quant aux candidats, ils assisteront à des centaines de rallyes et feront d'innombrables brèves étapes aux quatre coins du pays.

C'est le stade Lackawana, à Scranton (Pennsylvanie), qui devait être le premier arrêt de M. Bush après la convention, à quelques kilomètres de l'endroit où M. Kerry s'était lui-même arrêté immédiatement après la convention démocrate, en juillet. Avec ses 21 voix de grands électeurs, la Pennsylvanie est, elle aussi, un Etat où la bataille est serrée en 2004.

L'étonnant foisonnement des postes électifs aux Etats-Unis

C'est un des points forts de la démocratie américaine

Cette année étant une année électorale, c'est la course à la présidence qui fait l'objet de la plupart des gros titres dans les journaux et de nombre de débats. Beaucoup de gens, à l'étranger, savent que l'ensemble des 435 sièges de la Chambre des représentants et un tiers des 100 sièges du Sénat seront soumis au vote, mais peu réalisent que chacun des cinquante Etats du pays a sa propre législature. Ces législatures comptent au total plus de 6.000 postes et les électeurs devront se prononcer sur la plupart d'entre eux en novembre. A ces élections s'ajoutent celles de gouverneur dans onze Etats (dans la plupart des Etats, le mandat du gouverneur actuel se terminera dans deux ans et l'élection se tiendra alors). Lorsque l'on fait les comptes, le nombre de postes d'élus est impressionnant.

Aussi important soit-il, ce chiffre est encore faible en comparaison du nombre de postes qui font l'objet d'élections au niveau régional et local. On n'est pas surpris d'apprendre que les maires des milliers de municipalités des Etats-Unis doivent briguer leur poste et s'y faire élire, qu'il s'agisse de la ville de New York qui a une population plus importante que celle de beaucoup de pays ou de la ville de Greenhorn (Oregon) qui ne compte que trois habitants.

Ce ne sont là que quelques exemples. En effet, les Américains élisent aussi les trésoriers et les commissaires de l'emploi des Etats, les commissaires de comté, les membres du conseil d'administration des circonscriptions scolaires et les membres des conseils d'administration des services de lutte contre les incendies. Ils élisent, entre autres, les examinateurs des comptes des comtés, les shérifs, les juges auprès des tribunaux locaux et aux cours d'appel régionales, et les membres des comités locaux des partis politiques. Dans de nombreux Etats, le recteur d'académie est élu. En Louisiane, les agents du cadastre sont élus. La Californie a des milliers de circonscriptions gouvernementales spéciales dont beaucoup des dirigeants sont élus. Selon M. Earl Bender, politologue de Washington, les Etats-Unis compteraient plus de 176.000 postes électifs au sein de leurs dizaines de milliers d'entités gouvernementales.

Dans la plupart des pays, la majorité des fonctions citées plus haut n'existent pas ou les personnes qui en sont chargées y ont été nommées. Pourquoi les Américains ont-ils choisi d'élire un si grand nombre de leurs responsables ? La réponse à cette question se trouve dans la charpente du système fédéraliste des Etats-Unis. Depuis le début, les Américains ressentent une profonde aversion pour le



Vote à partir d'un écran tactile.

pouvoir politique centralisé. Pour s'en protéger, la nouvelle nation des Etats-Unis a donné une très grande autorité à ses gouvernements régionaux (au niveau des Etats), chacun ayant le privilège d'élire ses propres responsables. Les pères fondateurs du pays avaient aussi compris que l'étendue du pays exigeait une délégation des pouvoirs aux Etats et aux institutions locales. Une petite communauté installée sur la frontière ouest du pays, à plusieurs semaines de route de la capitale, ne pouvait attendre que le gouverneur de l'Etat, et encore moins le président, nomme ses responsables municipaux. Les colons ont dû prendre les choses en mains. Et ils le firent, élisant des voisins à des fonctions de maire ou de juge par exemple. Peut-être ces colons n'avaient-ils pas beaucoup d'éducation ou d'expérience gouvernementale, mais il se trouvait toujours parmi eux des chefs naturels qui étaient intègres et qui ne manquaient pas de jugement.

Si les communications et les déplacements se sont nettement améliorés depuis la création de la nation, la taille même du pays fait que, dans la pratique, le contrôle local est encore une nécessité. "En vertu de leur système fédéral, les Etats-Unis accordent un véritable pouvoir de décision aux niveaux régional et local du gouvernement. Non seulement nous élisons les personnes qui vont assumer ces fonctions, mais nous leur donnons aussi une véritable autorité sur laquelle le gouvernement fédéral n'a pas de poids, sauf pour garantir les libertés fondamentales énoncées dans la Constitution", explique M. Rodger Randall, professeur à l'université de l'Oklahoma, également ancien président du Sénat de l'Etat de l'Oklahoma et ancien maire de la ville de Tulsa.

Les membres de la législature des Etats, les maires, les commissaires de comtés et autres responsables locaux ont la capacité de promulguer des lois et des réglementations, de percevoir des impôts locaux et d'administrer les institutions des gouvernements locaux qui sont responsables de la fourniture de services fondamentaux tels l'eau, les routes, la police et les pompiers.

"Ce fédéralisme signifie que la plupart des actions qui influencent notre vie quotidienne sont décidées au niveau local. Ces responsables étant élus, ils ont le devoir de nous rendre des comptes. Si j'ai un nid de poule devant chez moi, je peux appeler au téléphone quelqu'un que j'ai élu", a souligné M. Randall.

Il n'est donc pas surprenant qu'une grande diversité caractérise ce système compliqué de gouvernement décentralisé. Outre la constitution fédérale, qui énonce les règles de base de la gouvernance, chaque Etat a sa propre constitution et celles-ci peuvent être différentes lorsqu'il s'agit de préciser quels sont les postes d'élus et leurs pouvoirs. Dans certains Etats, les juges sont élus par la population, dans d'autres, c'est le gouverneur qui les nomme. Dans certains Etats, le shérif est nommé par le commissaire du comté, dans d'autres il est élu par les habitants de la circonscription.

Si le nombre de ces postes électifs peut surprendre, le salaire qui y est attaché peut se révéler la vraie surprise. Bien souvent, il n'y en a pas. Les membres du conseil d'administration des circonscriptions scolaires et ceux des

conseils des services de sapeurs-pompiers sont rarement payés. Sur les 239 maires élus que compte l'Etat de l'Orégon, par exemple, seulement deux perçoivent un salaire. Ces responsables donnent gracieusement d'innombrables heures de service simplement pour avoir le privilège de servir leur communauté et avoir une voix plus forte sur la façon dont sont gérées leurs institutions. Pour ceux qui aspirent à des fonctions plus hautes, ces postes leur permettent de faire leurs preuves. Il n'est pas rare qu'un candidat à la législature régionale ait fait ses premières armes politiques en tant que membre d'un conseil d'administration d'une circonscription scolaire ou dans une autre fonction électorale non rémunérée.

Non seulement ces élus ne reçoivent aucune compensation financière dans beaucoup de cas, mais ils n'ont d'allégeance à aucun parti, tout au moins officiellement. Dans un pays où les pères fondateurs espéraient éviter toutes factions politiques, nombre de postes d'élus, particulièrement au niveau local, sont de par la loi apolitiques. L'affiliation politique des candidats n'est pas indiquée sur le bulletin de vote et il est interdit aux candidats de dire publiquement à quel parti politique ils appartiennent. Cela garantit qu'une politique partisane n'influencera pas la fourniture de services locaux, et dans le cas de juges élus, l'administration de la justice.

Le système n'est pas parfait, a mis en garde M. Randall. "Plus le nombre de personnes élues est important, plus vous devez surveiller ce qu'elles font. Tout le monde n'est pas disposé à le faire", a-t-il fait remarquer.

Mais beaucoup de gens le sont. Les Etats-Unis sont une démocratie participative. Si l'on compte tous les candidats briguant un poste d'élus, le personnel chargé de leur campagne et les innombrables bénévoles, littéralement des millions d'Américains participent à chaque campagne électorale. Ils seront là encore cette année, plantant des affiches électorales dans les pelouses des jardins, distribuant des badges commémoratifs, postant des brochures, faisant du porte-à-porte dans leur quartier pour que leurs voisins appuient leur candidat favori à un poste d'élus, pour être président des Etats-Unis par exemple ou membre du conseil d'administration scolaire ou, quelque part peut-être, pour devenir le préposé à la fourrière locale.



Une électrice dans l'isoloir.



L'Amérique et le monde se souviennent du 11 septembre 2001

Par Richard Roth Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal

Il y a trois ans, les Américains, les Sénégalais et les peuples de chaque coin du globe ont assisté, incrédules et sous le choc, à une attaque sans précédent contre le monde civilisé. Les attentats du 11 septembre 2001 ont laissé des hommes et des femmes stupéfaits et horrifiés à travers le monde et mis fin à la vie de ressortissants de quelques 90 pays. Le souvenir de ces événements inspire les efforts que les Etats-Unis ne cessent de déployer pour défendre leurs ressortissants et leurs alliés en tentant d'empêcher les réseaux terroristes de poursuivre leurs activités et d'attirer de nouvelles recrues.

Les images de cette journée restent gravées dans l'esprit de tous ceux qui les ont vues. Pour de nombreux Américains, les attentats du 11 septembre 2001 semblent avoir eu lieu seulement hier. Ce jour-là, les membres du réseau Al-Qaïda qui avaient détourné des avions ont privé de leur avenir près de 3.000 innocents originaires du monde entier et dévasté la vie de leurs proches et de leurs amis. Ils ont assassiné de jeunes enfants qui se trouvaient dans les bras de leur mère et des grands-parents qui voyageaient pour rendre visite à leurs petits-enfants. Ils ont tué sans discernement, des musulmans, des chrétiens, des juifs et des personnes d'autres confessions. Maintenant, alors qu'on s'apprête à ériger dans Manhattan un monument à la mémoire des victimes du "World Trade Center", ainsi qu'un immeuble de bureaux dont la hauteur, 1776 pieds (530 m), rappellera l'année de l'indépendance des Etats-Unis, nous rendons hommage à ceux qui ont péri ce jour-là à New York, à Washington et en Pennsylvanie. Nous prions pour les familles qui vivent leur perte avec beaucoup de difficulté et qui n'ont plus que des souvenirs. Toutefois, nul ne peut douter que la mémoire de ceux qui sont morts ce jour-là nous donne de la force et que nous restons vigilants face à ceux qui cherchent encore à nous causer du mal, à nous et à nos amis du monde entier.

Les Américains savent bien que le terrorisme ne date pas du 11 septembre 2001. Tout au long des décennies antérieures, voire des siècles, des attentats ont eu lieu dans un trop

grand nombre de pays à travers le monde. Les attentats du 11 septembre 2001 ont cependant montré que de nos jours les terroristes sont prêts à frapper dans toute la mesure de leur pouvoir. Au cours des trois dernières années, l'action incessante de la communauté internationale sur les fronts militaire, diplomatique, financier, de la répression et des renseignements a réduit les capacités du réseau Al-Qaïda, mais celui-ci n'a guère perdu sa volonté de tuer sur une grande échelle. Ce danger prend une nouvelle ampleur lorsque des Etats hors-la-loi se dotent d'armes de destruction massive et entretiennent des relations avec des groupes terroristes.

Après la tragédie du 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont résolus à faire face à ces nouvelles menaces, à ne pas les ignorer et à ne pas attendre tout simplement que de nouveaux attentats se produisent. Ils oeuvrent de concert avec leurs alliés pour prendre de nouvelles mesures en matière de sécurité aux niveaux tant national qu'international afin de l'emporter sur les terroristes ainsi que sur les Etats et les organismes qui leur apportent un soutien.

Notre objectif est une paix durable dans le cadre de laquelle les pays peuvent se développer et prospérer, sans avoir à faire face à la menace de terroristes. Nous contribuons à créer un avenir empreint d'espoir pour ceux qui souffrent depuis trop longtemps. Nous ne laisserons pas dans le désespoir et la violence les régions en proie à des troubles.

Al-Qaïda et ses affiliés n'offrent pas une conception constructive du monde. Leur seule mission est de détruire ce que d'autres ont construit par leur dur labeur et avec détermination. Nos efforts communs sur le plan international visant à vaincre les terroristes servent par conséquent à assurer dans le monde la sécurité grâce à laquelle les pays libres et en paix peuvent réaliser leurs objectifs de développement socio-économique et culturel.



Les Etats-Unis et ses missions diplomatiques à l'étranger s'emploient sans cesse à jeter les fondements de la paix en encourageant la démocratisation. Nous appuyons l'espoir et le progrès que la démocratie offre à la place de la tyrannie et du terrorisme. Dans les Etats démocratiques et prospères, les hommes et les femmes n'adoptent pas une politique nationale consistant à commettre des assassinats à une grande échelle ; ils consacrent leur énergie à améliorer leurs conditions de vie pour eux-mêmes et pour leur famille en faisant des études et en travaillant assidûment. Les Etats démocratiques n'abritent pas des camps d'entraînement des terroristes et ne tuent pas des hommes, des femmes et des enfants innocents. En revanche, ils offrent une éducation à leurs ressortissants, consacrent leur énergie et leurs ressources à favoriser l'Etat de droit et cherchent à accroître les possibilités d'échanges commerciaux et autres.

Aujourd'hui, nous les Américains, marquons un temps d'arrêt avec nos amis Sénégalais à la mémoire des personnes originaires de quelques 90 pays qui ont péri le 11 septembre 2001. Nous nous souvenons aussi de leurs amis et de leurs parents dont la vie a changé à tout jamais. Nous revoyons dans notre esprit les images de ce jour terrible, mais nous avons aussi de nouvelles images d'espoir. Nous nous souvenons des grandes manifestations de douleur et de solidarité à travers le monde - dans les lieux publics et dans les ambassades des Etats-Unis - qui ont constitué les prémices de la campagne internationale contre le terrorisme lancée à la suite des attentats.

L'Amérique est résolue à continuer d'oeuvrer de concert avec la communauté internationale afin de voir le jour où les messages des terroristes n'auront plus d'effet, où leurs portefeuilles seront vides et où leurs recrues les quitteront pour tirer parti des possibilités offertes par ceux qui veulent construire et non détruire.

Nous restons déterminés, aux côtés de nos amis et alliés comme le Sénégal, à éradiquer le fléau du terrorisme international et à relever les défis du développement.

Soudan : les Etats-Unis soumettent un nouveau projet de résolution à l'ONU

Propos de M. Danforth à l'issue de la séance à huis clos du Conseil de sécurité

Le 9 septembre, les Etats-Unis ont soumis officiellement au Conseil de sécurité un projet de résolution sur le Soudan qui prévoit la création par l'ONU d'une commission internationale chargée de déterminer si des actes de génocide ont bien eu lieu au Darfour et qui préconise un accroissement de la surveillance par l'Union africaine de la situation dans cette partie du Soudan.

A l'issue de la séance à huis clos du Conseil de sécurité, qui a duré près de trois heures, le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, M. John Danforth, a déclaré que les négociations au sujet de ce projet de résolution allaient se poursuivre et il a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité l'adopterait la semaine prochaine.

"Je pense, a-t-il dit, qu'il n'y a pas de temps à perdre. Tous les jours comptent, et je pense que le Conseil de sécurité doit s'exprimer à ce sujet."

L'objectif des Etats-Unis en ce qui concerne la soumission du projet de résolution est, selon lui, d'améliorer la situation des habitants du Darfour et non pas d'imposer des sanctions ou de déclarer formellement qu'un génocide a lieu dans cette région.

"Il nous faut tenter de sauver la vie de Soudanais. Des personnes meurent tous les jours et il faut essayer d'arrêter cela", a dit M. Danforth à la presse en sortant de la salle du Conseil de sécurité.

"Tout d'abord et dès que possible, a-t-il expliqué, il nous faut envoyer sur le terrain au Darfour autant d'observateurs de l'Union africaine que possible (...) Ensuite, le processus de paix doit être mené à bien. Il s'éternise depuis trop longtemps. S'il aboutissait, il aurait un effet très positif en ce qui concerne le Darfour. Enfin, (...) il nous faut fournir les fonds nécessaires pour l'aide humanitaire. C'est là un élément extrêmement important."

A Washington, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a déclaré le même jour, devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, que la longue enquête effectuée par les Etats-Unis avait abouti à la conclusion qu'un génocide avait bien eu lieu au Darfour, que le gouvernement soudanais et les milices djandjawids en étaient responsables et qu'il se pouvait que ce génocide se poursuive encore.

"Nous pensons qu'il est nécessaire d'ouvrir une enquête approfondie et sans entrave afin de confirmer la nature et l'ampleur véritable des crimes que nos informations révèlent, a-t-il dit. Le Soudan est une des parties



Son Excellence, l'Ambassadeur John Danforth.

contractantes de la convention sur le génocide et a l'obligation, en vertu de cette convention, de prévenir les actes de génocide et de les réprimer. En ce qui nous concerne, il semble à l'heure actuelle que le Soudan ne l'ait pas fait."

Le projet de résolution exige aussi que le Soudan remette les noms des membres des djandjawids et des autres personnes qu'il a arrêtés pour avoir commis des violations des droits de l'homme comme preuve qu'il applique bien la résolution 1556 du Conseil de sécurité. Il demande à toutes les parties au conflit de prendre les mesures nécessaires afin de réprimer immédiatement les violations des droits de l'homme signalées par les observateurs de l'Union africaine et de traduire en justice ceux qui en sont les auteurs.

Ce texte prévoit la surveillance par avion et sur le terrain de la situation au Darfour et encourage l'Union africaine à accroître sa mission d'observation et à lui faire jouer un rôle actif, notamment en menant des enquêtes dès que des violations sont signalées et en se rendant fréquemment dans les lieux où sont regroupées les personnes déplacées.

Par ailleurs, il déclare que le Conseil de sécurité doit prendre de nouvelles mesures, notamment décréter un embargo sur l'exportation de pétrole soudanais et appliquer des sanctions à l'encontre du gouvernement soudanais si celui-ci ne se conforme pas à la résolution antérieure du

Célébration du mois de l'héritage hispanique

Conseil de sécurité ou s'il ne coopère pas avec la mission d'observation de l'Union africaine.

M. Danforth a indiqué qu'il était essentiel de prévoir des sanctions ou des mesures de ce genre parce que le gouvernement soudanais n'agirait pas si on n'exerçait pas des pressions sur lui.

"Personne ne veut appliquer des sanctions pour le simple plaisir, a-t-il dit. C'est là une idée ridicule, mais le gouvernement soudanais doit agir comme il convient pour sauver la vie des habitants du Darfour. S'il ne le fait pas, s'il ne tient pas compte de l'Union africaine ou s'il continue de faire durer les choses, on aura alors la possibilité de prendre des mesures qu'il remarquera."

Le projet de résolution fait aussi état des préoccupations du Conseil de sécurité au sujet de l'inexécution par le Soudan de toutes les obligations de la résolution 1556 du 30 juillet. Dans cette résolution, le Conseil de sécurité déclare que le gouvernement soudanais doit désarmer les milices djandjaws qui sont responsables des actes de violence et des violations des droits de l'homme au Darfour et qu'il doit protéger la population civile. Il décrète aussi un embargo sur les armes destinées aux djandjaws, exige que le Soudan accélère l'acheminement de l'aide humanitaire et demande au secrétaire général de lui soumettre un rapport sur l'application de la résolution dans les trente jours suivant son adoption.

Dans ce rapport, le secrétaire général, M. Kofi Annan, et son envoyé spécial pour le Soudan, M. Jan Pronk, indiquent que si le gouvernement soudanais a pris des mesures pour permettre que l'aide humanitaire arrive rapidement au Darfour, il n'a pas désarmé les milices locales ni mis fin aux attaques des djandjaws contre la population civile, contrairement à deux des principales exigences du Conseil de sécurité.

Une Téléconférence sur le terrorisme animée par le Docteur Marc Sageman avec comme thème « Comprendre les Réseaux Terroristes » a été organisée le mercredi 08 septembre 2004 à l'auditorium du Centre Américain.

Le Docteur Marc Sageman, spécialiste des questions relatives au terrorisme, est un psychiatre américain d'origine française. Il enseigne aujourd'hui à l'Université de Pennsylvanie et vient de publier un livre intitulé « understanding Terror Networks » (Comprendre les réseaux terroristes).

En l'honneur des multiples contributions des 35 millions d'américains d'origine hispanique, le mois de septembre est historiquement le moment de différentes célébrations. Il est connu par les Américains sous le terme « Hispanic Heritage Month ».

Cette mise en lumière a pour but d'honorer la participation des hispaniques – Américains à la construction des Etats-Unis à l'image du Black History Month (février) pour les Africains-Américains.

Pour marquer cet événement, Son Excellence Richard Allan Roth, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal a organisé un buffet à sa Résidence suivi d'une soirée Salsa.



Buffet latino.



Et l'on dansât la salsa toute la nuit.

Visitez le site de l'ambassade

<http://usembassy.state.gov/dakar>



Panorama

Directeur de la publication : Robert MOONEY
 Rédacteur en chef : Oumar WATT
 Composition : Angelita MENDY
 Conception - Réalisation : POLYKROME
 18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal
 Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45
<http://usembassy.state.gov/dakar>

